

Bonne gouvernance en Afrique : Le prix Mo Ibrahim 2008 attribué à Festus Mogae

ARIB News, 22/10/2008 – Source AFPL l'ancien président du Botswana, Festus Gontebanye Mogae, a reçu lundi le prix Ibrahim 2008 de la bonne gouvernance en Afrique pour avoir su faire bon usage des richesses, notamment en diamants, du sous-sol de ce pays d'Afrique australe miné par le sida. « Le remarquable leadership du président Mogae a permis de garantir au peuple botswanais la poursuite de la stabilité et de la prospérité dans un pays confronté à une pandémie de sida dont l'ampleur menaçait gravement son avenir », a déclaré l'ancien Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, en décernant le prix à Londres, devant un parterre de diplomates et journalistes.

« Dans un continent où trop souvent la richesse des sous-sols s'est transformée en malédiction, le Botswana a su démontrer qu'un pays doté de ressources naturelles pouvait, par une gouvernance de qualité, parvenir à un développement durable », a ajouté M. Annan. Festus Mogae, 69 ans, a quitté le 1er avril la présidence du Botswana après une décennie à sa tête, au cours de laquelle son pays, premier producteur mondial de diamants, est devenu l'un des plus prospères d'Afrique, en dépit des craintes de voir ses progrès balayés par le sida. Tandis que d'autres, comme la Sierra Leone ou la République démocratique du Congo (RDC), n'ont pas su tirer les bénéfices de ce genre de ressources précieuses, le Botswana a diversifié son économie, encouragé l'exploitation d'importantes réserves de charbon et développé le tourisme sur la base des paysages et de la faune sauvage spectaculaires du pays. « Regardez la différence entre le Botswana et la Sierra Leone », a déclaré -en français- l'ancienne ministre guinéenne de l'Éducation, Aïcha Bah Diallo. « Ça, c'est la bonne gouvernance et la bonne éducation. Nous devrions nous réjouir qu'il y ait quelqu'un qui dise "mon pays est riche, je vais le partager" », a-t-elle ajouté. Toutefois, Survival International, organisation de défense des peuples indigènes dont le siège est à Londres, a critiqué la remise du prix à M. Mogae, dont le gouvernement a, selon elle, supervisé l'expulsion des Bushmen du Kalahari de leurs terres en 2002. « La bonne gouvernance exige le respect des minorités », a déclaré le directeur de Survival International, Stephen Corry. Économiste habile, Mogae s'est fait le défenseur d'une gestion rigoureuse des dépenses publiques. Dans un de ses derniers discours au Parlement, il avait déclaré : « Aussi sûr qu'un noyer paie ses excès d'une gueule de bois à réveil, un châtiment encore plus sûr attend une nation qui dépense sans compter pour satisfaire des plaisirs immédiats au lieu d'investir dans un développement durable ». Dans son dernier budget en février dernier, Mogae avait alloué plus d'un quart des dépenses à la lutte contre le sida. La pandémie a fait chuter l'espérance de vie de 65 ans à moins de 40 ans dans ce pays comptant 270.000 séropositifs sur moins de deux millions d'habitants. Mais les dernières années au pouvoir de Mogae ont été ternies par un long procès contre l'expulsion des bushmen San de leurs terres ancestrales du désert du Kalahari. Le prix a été fondé en octobre 2006 par Mo Ibrahim, magnat britannique des télécommunications d'origine soudanaise. Il est décerné parmi des anciens chefs d'État ou de gouvernement de pays de l'Afrique subsaharienne qui ont été élus démocratiquement. Se disant « le prix annuel le plus richement doté au monde », il attribue au récipiendaire cinq millions de dollars sur dix ans, et par la suite une somme annuelle de 200.000 dollars à vie. La Fondation envisagera également de verser 200.000 dollars supplémentaires tous les ans pendant dix ans pour des activités d'intérêt public et des bonnes causes choisies au cœur du lauréat. En octobre 2007, Joaquim Chissano, ancien président du Mozambique, était devenu le premier Lauréat du prix Ibrahim.